

# **Exposé de France ARETS (CRACPE) dans le cadre de l'atelier « Politiques migratoires : jusqu'à quand allons-nous compter les morts ? » , Université d'été du CADTM Europe, 12 septembre 2015**

*France Arets : porte-parole du CRACPE- membre du Comité de soutien aux sans papiers de Liège, professeur d'histoire dans l'enseignement secondaire, déléguée syndicale CGSP, militante politique à la LCR*

## **INTRO**

Je vais parler des politiques européennes meurtrières. Aujourd'hui ce qu'une partie des politiques européens nous présentent, c'est une politique qui veut gérer l'accueil, avec une répartition des réfugiés entre les différents pays. Tout cela semble bien positif, si l'on oublie les commentaires odieux de nos NVA et le stop clair à l'immigration de Marine le Pen...

Derrière ce discours, on cache pourtant

- toutes les responsabilités de l'Europe et les Etats Unis qui, par leurs politiques, économiques notamment, génèrent l'exil à partir des pays du sud
- toutes les responsabilités de l'Union Européenne vis-à-vis des morts de l'Europe-forteresse par une politique restrictive qui ferme les frontières
- et le fait que parmi ces candidats réfugiés, on va en expulser: et oui ! il y a des régions "sûres" en Irak ou en Afghanistan...

On occulte aussi toutes les politiques restrictives du passé qui ont créé le statut de "clandestin" ou de "sans papiers" pour des millions de migrants parvenus en Europe, voués à la précarité ou à l'exploitation.

## **1. Causes des migrations**

Il faut quand même toujours rappeler que l'homme se déplace depuis toujours, depuis les nomades de la pré-histoire jusqu'à nos jours, qu'au 19e siècle, ce sont les Européens qui émigraient en masse, fuyant la pauvreté, notamment vers l'Eldorado américain !

Les raisons de migrer ont été de plus en plus nombreuses, depuis les années 1990, à cause de crises multiples : guerres, catastrophes climatiques, dictatures et corruptions, Droits de l'Homme et droits des femmes bafoués, inégalité croissante des échanges Nord-Sud, effets de la dette du Tiers Monde...

[Dans les pays en développement, on observe des pertes d'emplois et de revenus, une croissance du chômage et de la pauvreté, notamment parce que la production locale agricole et artisanale est ruinée par l'importation imposée de différents produits. Mais aussi parce que les plans d'ajustement structurel imposés par le Fonds Monétaire International et la Banque Mondiale aux pays endettés entraînent des pertes d'emploi pour le secteur public en général, une augmentation des dépenses des particuliers pour l'éducation et la santé,

une hausse des prix pour les denrées alimentaires de consommation courante qui ne peuvent plus être subsidiés par les gouvernements ... A cela il faut ajouter les conséquences des privatisations qui touchent la distribution d'eau ou d'électricité...]

De par le monde, guerres, conflits se multiplient, jetant sur les routes de l'exil des populations entières (la majorité se trouvant dans des conditions plus que précaires dans les pays voisins du pays d'origine...).

C'est là un des effets pervers de la globalisation, nombre de conflits recouvrent des enjeux économiques : en Irak, dans le golfe, le pétrole ; en Sierra Leone ou au Libéria, les diamants... ce sont là des exemples connus. En Afrique, dans la région des « grands lacs », la situation est complexe et on nous présente les guerres comme des conflits ethniques, en nous cachant que c'est aussi la guerre pour l'uranium ou les composants utilisés par l'électronique, comme le coltan, utilisés par nos gsm ou play-stations...

D'autres fuiront les dictatures, ou les régimes autoritaires dans lesquels les Droits de l'Homme sont bafoués, et que les administrateurs qui dirigent la Banque Mondiale ou le FMI (Etats Unis, Europe Occidentale, Japon...) ont un intérêt à laisser en place parce qu'ils soumettent leurs économies aux diktats du commerce mondial et des firmes transnationales.

## **2. Politique européenne restrictive en matière d'asile et d'immigration**

La politique européenne en matière d'immigration est devenue de plus en plus sécuritaire et restrictive depuis la création de l'espace Schengen en 1990 (pays membres de l'UE de l'époque à l'exception de la Grande-Bretagne et de l'Irlande) : liberté de circulation à l'intérieur pour les ressortissants UE et renforcement des frontières extérieures.

En juin 2002, le Conseil de l'Union Européenne de Séville se donne comme priorité la lutte contre l'immigration clandestine. En réalité la fermeture des frontières extérieures a surtout comme but de limiter l'immigration légale. Comme la principale possibilité qu'il reste de migrer légalement est la demande d'asile, c'est le détricotage du droit d'asile qui sera mis en oeuvre. La menace doit être assez forte pour dissuader les candidats à l'immigration.

Différentes mesures vont être mises en place au fil du temps.

Tout d'abord par la mise en place, puis l'extension des missions de FRONTEX : création d'une force militaire commune d'intervention qui va arrêter les migrants, sur terre et sur mer, et les refouler vers les pays d'origine ou les pays tiers

externalisation de l'asile : les migrants sont arrêtés aux frontières extérieures et vivent dans des camps , comme au Maroc, ou des centres de rétention comme en Lybie, ou en Ukraine.

Des barrières sont érigées, comme Ceuta et Melilla

Des migrants sont expulsés directement à partir des frontières extérieures, come au Maroc, vers la Mauritanie.

La monnaie d'échange est l'augmentation de la coopération économique.

Cette politique aura aussi son volet expulsion pour ceux qui arrivent en Europe . Des accords de réadmission des candidats réfugiés seront obtenus au fil du temps avec les pays d'origine ou de transit, avec en échange des promesses d'un renforcement de la politique de coopération au développement.

Par ailleurs, le règlement « Dublin 2 » prévoit le renvoi d'un demandeur d'asile vers le pays par lequel il est entré dans l'Union Européenne, déniait ainsi toute liberté de choisir un pays d'accueil pour le demandeur et ignorant la complexité des trajectoires des candidats à l'asile. Le HCR dénonce aussi le fait que ce mécanisme, à terme, créera un grand déséquilibre en transférant nombre des demandes d'asile vers pays membres de l'UE situés aux frontières extérieures. D'où la crise actuelle.

On crée deux statuts : celui de réfugié et celui dit « de protection subsidiaire » s'appliquant aux victimes de conflits armés, statut qui offrira une protection limitée dans le temps, nouvelle restriction...

Est adopté aussi le principe des « charters » d'éloignement collectifs mis en œuvre par plusieurs pays de l'U.E

### **3. Conséquences de cette politique**

La fermeture des frontières de l'Europe forteresse a de graves conséquences : de nombreux migrants meurent en cherchant malgré tout à gagner l'Europe par des voies de plus en plus hasardeuses et dangereuses: 23.000 morts de 2000 à 2014. Nous avons tous en mémoire, au-delà de la photo d'Aylan, les images de Lampedusa.

Cela veut dire aussi que les migrants arrivent dans chaque pays comme clandestins, sans aucun droit, sans passeport, sans visa, sans papiers...

### **4. Politique répressive dans chaque pays**

Mise en place de centres fermés ou de rétention, expulsions, et expulsions collectives via avions co-gérés par différents pays, soit les vols Frontex

d'où une criminalisation des migrants pour empêcher le soutien de la population, et une menace qui plane sur eux afin qu'ils ne s'organisent pas, ne se révoltent pas et acceptent la situation qui leur est: précarité ou exploitation

### **5. Cela s'inscrit dans l'offensive néo-libérale au Nord**

Ce refus d'octroyer un titre de séjour a engendré un développement de la précarité des migrants et de la surexploitation par des réseaux de travail clandestins (construction, agriculture, Horeca, services aux personnes, nettoyage...) créant de nouvelles catégories de personnes, de travailleurs, sans droits.

Dans les pays du Nord, la libéralisation totale de l'économie se traduit par un développement de la flexibilité et de la précarisation des emplois pour tous, la

multiplication des emplois sous-statutaires etc. . Dans ce contexte, appel est fait, en fonction de la conjoncture, à des travailleurs migrants pour les emplois non-qualifiés, dans le cadre d'une économie sous-terrain de sous-traitants , c'est-à-dire, une main d'œuvre clandestine, surexploitée, avec les salaires les plus bas, et évidemment sans aucune sécurité sociale. Cette situation pèse naturellement sur le niveau des salaires de l'ensemble des travailleurs.

Les sociologues anglais ont utilisé la dénomination suivante pour ces emplois occupés par une masse non- qualifiée, les 3 D : « dirty, degrading, dangerous » : sales , dégradants, dangereux...

[Même si l'exemple date, cela vaut la peine de rappeler ce qui a été découvert à EL EJIDO (Almeria, Espagne) en 1998 : 30.000 hectares de serres en plastique occupant 25. 000 clandestins, ... pour que nous puissions manger des poivrons en hiver... Parmi ceux-ci, seuls 33% habitaient dans des maisons ou appartements, le reste vivait dans des bâtiments en ruine ou hangars. Seuls 45% habitaient dans des foyers alimentés en eau. 54% étaient illettrés (données fournies par Nadine BRAUNS, dans *Imagine* en mars 2001).]

En même temps, les pays du Nord accueillent des travailleurs qualifiés, avec permis de travail, dans la recherche etc. . En Belgique, l'immigration dite « économique » est stoppée depuis longtemps déjà, mais on peut entrer avec un permis de travail pour des secteurs qualifiés pour lesquels il y a pénurie, ex. la recherche, des domaines pointus de l'informatique... et aussi, allons y, le football ...

## **6. Situation actuelle**

L'urgence humanitaire, la migration n'est plus contenue, la Lybie a été déstabilisée, la Turquie et la Grèce sont dépassées par le flux de réfugiés... Il n'y a plus de contrôle, même si la Hongrie nationaliste réprime les migrants à ses frontières ...

Angela Merkel accueille , l'économie allemande besoin de bras et de cerveaux !

Peut-être aussi tente-t-elle de faire oublier son attitude vis-à-vis de la Grèce...

Mais nous ne devons pas oublier que la politique menée depuis la création de l'espace Schengen et le durcissement des politiques migratoires de chaque état membre ont plongé dans le non-droit des millions de personnes. Aujourd'hui toujours, peu importe que leurs enfants fréquentent nos écoles depuis plusieurs années, qu'ils aient travaillé ou suivi des formations, les titres de séjour leur sont refusés... On les appelle les « sans papiers », ils revendiquent la régularisation de leur séjour.

Les revendications sont aussi : la liberté de circulation et d'installation, le droit de vivre en sécurité et avec sa famille... pour tous ! la chute de tous les murs et grillages présents et à venir qui entourent l'Europe-forteresse...

## **Autres aspects**

- la lutte du CRACPE contre les centres fermés et les expulsions

- et celle du comité de soutien aux sans papiers, toutes deux avec l'objectif d'organiser la mobilisation la plus large possible incluant la société civile, faisant le lien avec travailleurs actifs et non actifs et leurs organisations syndicales, exemple école des solidarités à Liège : avec et sans papiers, on est tous des citoyens, et des travailleurs !